



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°98 – Semaine du 2 juin 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

PIB cumulé des pays nordiques :

1 914 milliards USD

Les pays nordiques (28 millions d'habitants) forment la 12^{ème} puissance économique mondiale et se classent au 5^{ème} rang européen derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie.

Source : [EMI](#)

Pays nordiques

Investissement responsable : deux gestionnaires nordiques dans le top 10 du rapport 2025 de ShareAction. L'ONG *ShareAction* a publié son rapport 2025 évaluant les politiques d'investissement responsable de 77 grands gestionnaires d'actifs internationaux. Malgré un constat général préoccupant dans la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux, le rapport distingue deux acteurs nordiques – Nordea AM et SEB AM – qui figurent dans le top 10 mondial. 19 des 20 premiers gestionnaires d'actifs sont basés en Europe, dont deux français (AXA IM et BNP AM). *ShareAction* est soutenue notamment par la fondation IKEA.

Glass-ceiling Index (GCI) : les pays nordiques en tête. *The Economist* a publié le Glass-Ceiling Index 2024, qui évalue l'égalité de traitement des femmes au travail dans les pays membres de l'OCDE. La Suède

occupe la 1^{ère} position, suivie de l'Islande, de la Finlande, de la Norvège puis de la France. Le Danemark occupe la 9^{ème} position du classement. La bonne performance des pays nordiques s'explique par le soutien à l'enseignement supérieur et à l'emploi des femmes, la possibilité d'accéder à des postes à responsabilités, des conditions de travail flexibles ainsi qu'un système de congé parental particulièrement favorable.

Sommet nordique en Finlande : renforcement de la sécurité régionale. Le 26 mai 2025, les dirigeants des pays nordiques se sont réunis à Turku pour renforcer leur coopération en matière de sécurité et de préparation aux crises. Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a également participé à la rencontre. Le Premier ministre finlandais, Petteri Orpo, a salué les décisions importantes prises, notamment l'augmentation des dépenses de défense des pays nordiques.

Danemark

La croissance du PIB danois devrait atteindre 3 % en 2025 et 1,4 % en 2026, portée par le dynamisme de l'industrie pharmaceutique d'après le dernier rapport publié par le Ministère de l'économie danois, qui révisé ainsi sa prévision de 2,9 % publiée en décembre dernier. Dans ses derniers travaux, la Commission européenne prévoit quant à elle une croissance de 3,6 %. Le ministère de l'économie estime à un peu plus d'un tiers (1,1 point) la contribution à cette dynamique de la seule industrie pharmaceutique. Cette bonne santé générale de l'économie danoise résulte notamment d'un taux de chômage bas, de salaires en hausse alors que l'inflation demeure maîtrisée et d'un marché du travail en tension. Malgré l'augmentation significative annoncée des dépenses de défense, le budget de l'Etat devrait continuer d'enregistrer un excédent en 2025 et 2026. Le pays apparaît en solide position pour absorber les incertitudes liées à la guerre commerciale mondiale, avec la possibilité d'adapter la politique économique en cas de ralentissement global.

Selon une analyse du think-tank danois libéral Cepos, la productivité du Danemark a diminué depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Mette Frederiksen, entraînant une perte estimée à 2,9 Mds € (21,4 Mds DKK) de PIB. Cette baisse rompt avec les progrès enregistrés sous les trois gouvernements précédents. La principale cause identifiée est l'impact des réglementations européennes, en particulier celui de la CSRD (*Corporate Sustainability Reporting Directive*), qui engendrerait une perte de 1,5 Md€ (11,2 Md DKK) en productivité. D'autres mesures, comme l'obligation d'enregistrement du temps de travail, sont également mises en cause. Bien que le gouvernement ait exprimé son engagement à renforcer la productivité, notamment par la simplification réglementaire au sein de l'Union européenne, Cepos appelle à des actions plus concrètes, telles qu'une baisse de

l'impôt sur les sociétés, pour stimuler les investissements et la compétitivité des entreprises. Le rapport souligne cependant que si l'Europe dans son ensemble est en retard par rapport aux États-Unis depuis 2000, le Danemark se distingue positivement.

Le Parlement a adopté une mesure relevant l'âge de la retraite à 70 ans en 2040 pour les personnes nées après le 31 décembre 1970. Ce relèvement est la conséquence de l'accord social voté en 2006, qui lie l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie. En vertu de cet accord, le départ à la retraite est repoussé d'un an tous les cinq ans. Toutefois, comme annoncé l'année dernière par la première Ministre, le gouvernement prévoit de remettre en question l'automatisme de cette hausse en envisageant une progression plus modérée afin de maintenir l'équilibre budgétaire sans allonger indéfiniment la durée de vie active.

Une étude de la Confédération de l'Industrie Danoise (DI) révèle que les entreprises danoises sont parmi les plus pessimistes en Europe sur les enjeux de compétitivité, notamment face aux pays non membres de l'UE. Cette morosité est alimentée par un contexte géopolitique tendu et une chute marquée dans l'industrie pharmaceutique, avec une baisse de production de 19,2 % au premier trimestre 2025. À l'approche de la présidence danoise du Conseil de l'UE, DI a présenté une série de recommandations pour renforcer la compétitivité européenne dans un contexte de réarmement, de transition verte et de digitalisation.

Après l'échec subi en décembre 2024, le parlement adopte un nouveau cadre pour l'appel d'offres sur l'éolien en mer du Nord. Conformément à la proposition du gouvernement, le futur appel d'offres portera sur la construction d'éoliennes d'une puissance totale de 3 GW répartie sur trois parcs (deux en mer du Nord et un dans le Kattegat). Il sera lancé à l'automne prochain.

Les délais limites d'installation ont été fixés à 2032 et 2033. En comparaison du précédent appel d'offres, tant la capacité (diminuée de moitié) que le calendrier ont ainsi été revus à la baisse. L'Etat a renoncé à exiger un intéressement aux résultats et a même obtenu validation de sa proposition d'intervenir sous la forme d'une aide de « contrat pour différence » (CfD) bidirectionnel de 20 ans, qui pourrait atteindre jusqu'à 55,2 Md DKK (7,4 M€). Les parties à l'accord évaluent cependant le besoin effectif de soutien public à environ 27,6 Md DKK (3,7 Md€).

Novo Nordisk annonce le départ de son directeur général, Lars Fruergaard Jørgensen.

Selon le président du conseil d'administration de Novo Nordisk, Helge Lund, trois raisons principales motiveraient cette décision : l'évolution du marché, l'évolution du cours de l'action (en baisse de près de 58% depuis l'été 2024), et une demande spécifique de la Fondation Novo Nordisk. Lars Fruergaard Jørgensen restera en poste jusqu'à la nomination de son remplaçant.

Nykredit finalise l'acquisition de Spar Nord.

Après être arrivé au terme de son offre de rachat aux actionnaires de Spar Nord et grâce à l'approbation récente de la fusion par les autorités de la concurrence (*Konkurrence- og Forbrugerstyrelsen*), Nykredit a annoncé la finalisation de l'acquisition le 28 mai. La fusion permet à Nykredit de devenir la troisième banque du Danemark.

Le sommet Choose France a permis aux entreprises danoises de renforcer leur présence en France et de soutenir la transition verte, avec la participation d'ALK, Nature Energy et ROCKWOOL Group.

L'événement tenu le 19 mai dernier à Versailles a battu un record avec 53 nouveaux projets étrangers d'investissement, représentant plus de 40 milliards d'euros, consolidant la place de la France comme première destination européenne pour les investissements étrangers pour la 6^e année consécutive. Le groupe danois ROCKWOOL a annoncé un investissement de plus de 100 M€ pour électrifier et décarboner son site historique de Saint-Éloy-les-Mines (Puy-de-Dôme), contribuant ainsi à la stratégie nationale bas-carbone française et à l'atteinte des objectifs de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments. Nature Energy, qui a inauguré en 2024 la plus grande usine française de gaz renouvelable, fruit d'un partenariat avec la coopérative Dijon Céréales, était présent pour la deuxième année consécutive. Le groupe pharmaceutique ALK a également pris part à l'événement : il dispose déjà de deux sites industriels situés en Meuse et dans la Marne.

Finlande

La Commission européenne et l'OCDE revoient à la baisse leurs prévisions.

Dans un contexte de forte incertitude sur le commerce international, la Commission a publié ses prévisions le 19 mai, et l'OCDE le 23 mai. Selon la Commission, la croissance du PIB sera de 1% en 2025 (-0,5 pp par rapport à la prévision de décembre 2024) et de 1,3 % en 2026 (-0,3 pp), et le taux de chômage atteindra 8,6 % en 2025 (+0,7 pp) et 8,3 % en 2026 (+0,8 pp). Selon l'OCDE, la croissance sera de 0,7 % en 2025 et 1,1 % en 2026, et le taux de chômage de 9,1 % puis 8,7 %.

La Banque de Finlande publie son rapport annuel sur la stabilité financière.

Le système financier finlandais reste stable, mais les risques augmentent à cause de facteurs extérieurs (droits de douane des Etats-Unis, environnement sécuritaire de l'Europe). Pour renforcer la résilience des banques face à d'éventuelles crises, la Banque de Finlande suggère de faciliter l'activation de coussins de fonds propres contracycliques (CCyB). Le rapport soutient le développement des marchés de capitaux, afin de diversifier les sources de financement des entreprises et de soutenir la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'UE.

Les réformes du marché du travail se poursuivent.

La réforme de la loi sur la coopération dans les entreprises simplifiera les obligations relatives au dialogue social dans les entreprises de moins de 50 salariés, et réduira la durée minimale des négociations en cas de plan de licenciements (de 6 semaines ou 14 jours, selon les cas, à 3 semaines ou 7 jours). Adoptée par le Parlement le 23 avril, elle entrera en vigueur le 1^{er} juillet. La réforme de la loi sur les étrangers imposera le départ des travailleurs immigrés en fin de contrat après 3 mois de chômage (6 mois pour les experts). Adoptée le 9 avril, elle entrera en vigueur le 11 juin.

La Finlande fournit à l'Ukraine des munitions financées par des avoirs russes gelés.

La Finlande compte parmi les Etats sélectionnés par la Commission européenne pour produire des munitions financées par le produit des avoirs russes gelés, par l'intermédiaire de la facilité européenne pour la paix (FEP). Elle fournira pour 90 M€ de munitions à l'Ukraine.

Fusion des activités de capital-investissement de l'Etat.

Les actifs de trois entreprises publiques, le Fonds finlandais pour le climat, le fonds *Oppiva Invest* et *Business Finland Venture Capital*, ont été officiellement transférés le 31 mai à *Finnish Industry Investment Ltd (Tesi)*. Les deux premières sociétés sont liquidées, tandis que *Business Finland Venture Capital* poursuit ses activités relatives aux aides d'Etat en tant que filiale de *Tesi*, sous le nom d'*Industrial Subsidy Ltd*. Annoncée dans le programme gouvernemental en 2023, cette réforme vise à renforcer l'efficacité des activités de capital-investissement de l'Etat.

Les livreurs de la plateforme Wolt reconnus salariés par la justice.

Dans une décision du 22 mai 2025, la Cour administrative suprême a reconnu l'existence d'une relation de travail entre Wolt et ses livreurs, cassant un jugement antérieur de 2024 qui les définissait comme des indépendants. La Cour indique que la loi sur le temps de travail ne s'applique pas aux livreurs de plateformes. Wolt a indiqué étudier les conséquences de la reconnaissance du statut de salarié de ses livreurs. Le syndicat du secteur des services PAM s'est félicité de cette décision. La Finlande doit transposer la directive européenne sur les travailleurs de plateformes d'ici l'automne 2026.

Hausse du nombre de jeunes agriculteurs.

Selon le ministère de l'agriculture, 296 subventions à l'installation pour les jeunes agriculteurs ont été accordées en 2024. C'est la première fois depuis 2019 que l'objectif de « changement générationnel » de 250 installations par an est atteint. 195 subventions avaient été accordées en 2023, et 230 en 2024.

85 M€ de financements de l'UE pour un projet d'hydrogène vert.

Le 20 mai, la Commission européenne a accordé des financements à 15 projets d'hydrogène renouvelable et de carburants synthétiques pour le transport maritime, dans le cadre du Fonds pour l'innovation de l'UE. Un projet finlandais, celui de Koppö Energia, à Kristiinankaupunki (ouest du pays), recevra 85 M€. Ce projet d'une capacité de 200 MW produira de l'hydrogène et du méthane synthétique. Une convention de subvention sera signée à l'automne avec l'Agence exécutive européenne pour le climat, les infrastructures et l'environnement (CINEA). Le projet devra ensuite être achevé dans un délai de 5 ans, d'ici 2030.

Islande

La Banque centrale islandaise abaisse ses taux de 0,25 point de pourcentage.

Le Comité de la politique monétaire de la Banque centrale islandaise a abaissé le 21 mai 2025 ses taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage, portant son taux principal à 7,5%. La Banque centrale prévoit que cet assouplissement progressif de la politique monétaire accompagne un atterrissage graduel de l'inflation, laquelle s'établit à 3,8% pour le mois de mai 2025, soit un niveau en-dessous du seuil maximal de tolérance de la banque centrale islandaise fixé à 4%, mais largement au-dessus de l'objectif poursuivi de 2,5% d'inflation.

Les banques commerciales islandaises répercutent la baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale.

Les banques commerciales *Landsbankinn* et *Arion Banki* ont annoncé une baisse des taux de crédit et de rémunération des dépôts bancaires à la suite de la décision de la Banque centrale islandaise du 21 mai 2025. Les deux banques ont annoncé baisser les taux pratiqués de 0,20 % pour les dépôts bancaires et de 0,25 % pour les crédits.

Conclusion de la vente d'*Islandsbanki*.

Le Gouvernement islandais a finalisé le 20 mai 2025 l'opération de vente des parts qu'il détenait dans la banque *Islandsbanki*. La vente a été marquée par un très fort intérêt du public islandais : un peu plus de 31 000 personnes ont acquis 95% des titres mis en vente, avec un investissement moyen par personne s'élevant à 2,8 M ISK (14 470 €). 56 entités ont pu acquérir les 0,5% des parts de la banque réservées au second carnet d'ordre.

La mairie de Reykjavík approuve la vente du bâtiment *Perlan* pour 3,5 Mds ISK (24 M €).

Le conseil municipal de Reykjavík a approuvé le 23 mai 2025 un accord de vente du bâtiment *Perlan*, un dôme emblématique de la *skyline* de la ville acheté par la municipalité en 2013 et dont la mise en vente avait été annoncée en juillet 2024. Le bâtiment sera racheté par l'entreprise

Perlan Þróunarfélag ehf., qui exploite déjà le bâtiment depuis 2016.

Appréciation significative de la monnaie islandaise face au dollar américain.

La couronne islandaise s'est appréciée de 7,6 % face au dollar américain entre les mois de décembre 2024 et de mai 2025. Plusieurs facteurs contribuent à cette dynamique, dont le rachat de l'entreprise agroalimentaire islandaise *Marel* par l'américain *JBT Corp.* en février 2025 et l'intérêt marqué d'investisseurs étrangers pour les parts d'*Islandsbanki* disponibles sur le marché secondaire. La Banque centrale islandaise invite les investisseurs à la prudence, l'appréciation de la couronne islandaise étant potentiellement un phénomène temporaire.

Augmentation des dépenses de défense du Gouvernement islandais.

Selon un rapport publié par le ministère islandais des Affaires étrangères, les dépenses de défense de l'Islande auraient augmenté de 160% en sept ans, passant de 1,5 Mds ISK (10 M €) en 2017 à 4,1 Mds (28,5 M €) en 2024. Si l'on cumule les dépenses de défense et celles de soutien à l'Ukraine, le budget islandais pour la défense s'élève à 6,5 Mds ISK (45 M €) en 2024.

Norvège

Projet de loi de finances rectificative pour 2025.

Le ministre des finances Jens Stoltenberg a présenté le 15 mai le projet de loi de finances rectificatives pour 2025. Selon ses nouvelles prévisions, la croissance économique devrait être plus forte (1,8%) et le chômage plus bas que prévu cette année. Les recettes de l'Etat liées aux hydrocarbures devraient augmenter (60 Mds€). Les prélèvements sur le Fonds souverain s'élèveront à 46,5 Mds€, soit 2,7% de sa valeur. La loi de finances rectificative met l'accent sur la sécurité et l'engagement international. Les dépenses de défense -incluant l'aide à l'Ukraine de 4,2 Mds€- atteindront un niveau record de 14,7 Mds€, soit 3,3% du PIB (2,3% sans l'aide à l'Ukraine).

Progression des salaires. Les salaires norvégiens ont augmenté en moyenne de 5,4% entre 2023 et 2024 pour atteindre 58 000 €, selon le SSB (Bureau central des statistiques). Le salaire médian s'élevait l'an dernier à 53 490 €.

Rapport semestriel de la Banque centrale de Norvège.

Dans le rapport semestriel sur la stabilité financière présenté le 19 mai, la *Norges Bank* met en garde contre un risque croissant d'instabilité (incertitude et menace d'une guerre commerciale) et de récession susceptible de bousculer les équilibres financiers.

Audition parlementaire annuelle des dirigeants du Fonds souverain.

Lors de l'audition du 13 mai, le ministre des finances Jens Stoltenberg a assuré en préambule que les Etats-Unis, où est investie la moitié du portefeuille du Fonds (vs 25% en Europe), restaient une valeur sûre. Nicolai Tangen, directeur du Fonds, a réaffirmé sa stratégie d'investissement sur le long terme sur le marché des actions. Il a indiqué qu'un groupe d'experts venait d'être nommé pour réfléchir à l'avenir du fonds. Les critiques des députés libéraux, socialistes de gauche, verts et rouges ont notamment porté sur les investissements du Fonds souverain en Russie et en Israël.

Frilosité des investisseurs pour l'éolien offshore.

Jens Stoltenberg, ministre des finances, a fait part publiquement de ses doutes sur la viabilité financière de l'éolien offshore, partageant les inquiétudes de plusieurs grands investisseurs norvégiens (Equinor et Aker). Craignant une baisse des subventions publiques dans ce secteur, le Parti socialiste de gauche a appelé le gouvernement à maintenir ses efforts financiers jugés indispensables et urgents pour la transition verte. Le Premier ministre Jonas Støre a souligné de son côté que le CCS avait longtemps bénéficié d'aides publiques avant d'être autonome financièrement.

Le projet Empire Wind validé par l'administration américaine.

Le groupe norvégien Equinor a finalement reçu le 19 mai l'aval des administrations fédérale et locale pour poursuivre son projet de ferme éolienne Empire Wind, situé au large de New York. Le 16 avril dernier, le ministre de l'intérieur américain avait ordonné la mise à l'arrêt du projet de 2 100 MW.

Transposition dans l'EEE du Règlement européen sur la transition écologique du transport aérien.

Le gouvernement souhaite que le Règlement européen *ReFuelUE Aviation* soit intégré à l'accord EEE au plus tard en 2027. Ce texte, entré en vigueur dans l'UE au 1er janvier 2025, prévoit une obligation de conversion pour les biocarburants dans l'aviation civile. Elle sera progressivement renforcée tous les cinq ans, passant d'un niveau initial de 2% en 2025 à 70% en 2050.

Trois villes norvégiennes labellisées par l'UE pour leur engagement climatique.

La Commission européenne a approuvé les engagements climatiques des villes d'Oslo, Trondheim et Stavanger dans le cadre de la mission « Villes climatiquement neutres et intelligentes » (programme Horizon Europe). Trondheim et Stavanger ont pour objectif de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre

de 80% d'ici 2030, tandis qu'Oslo vise une réduction de 95% pour la même période.

Centième anniversaire de l'entrée en vigueur du Traité du Spitzberg.

Le ministère de la Justice a organisé, le 14 mai, un symposium à l'occasion du centenaire de l'intégration du Svalbard au royaume de Norvège. Le Traité du Spitzberg, signé à Paris le 9 février 1920 et entré en vigueur le 14 août 1925, reconnaît à la Norvège la « pleine et entière souveraineté » sur l'archipel, tout en garantissant à toutes les hautes parties contractantes un droit égal d'accès à la pêche et à la chasse, ainsi que la jouissance du droit à la propriété fondée sur un traitement d'une parfaite égalité. À ce titre, la Russie exploite une mine de charbon depuis 1920 autour de laquelle la ville russe de Barentsburg, deuxième du Svalbard en taille, s'est développée. Plusieurs pays y maintiennent également des bases scientifiques, notamment la Chine et la Russie. La ministre de la Justice en charge du Svalbard et des régions polaires, Astri Aas-Hansen, a présenté les quatre priorités du gouvernement pour l'archipel : renforcer la présence norvégienne à Longyearbyen, accroître le contrôle de l'État sur les infrastructures, développer les capacités de recherche scientifique nationale et mieux encadrer le trafic maritime autour du Svalbard.

Signature d'un partenariat entre Naval Group et Kongsberg.

Les industriels Naval Group (France) et Kongsberg (Norvège) ont signé le 15 mai à Oslo un partenariat portant sur la maintenance de frégates et d'autres navires, la cybersécurité en mer, les missiles d'attaque et les drones. « *Cet accord renforce la coopération stratégique de long terme entre la Norvège et la France* », ont fait savoir les deux groupes dans un communiqué conjoint.

Suède

Keolis remporte le contrat d'exploitation de 41 lignes de bus pour la région de Stockholm pour une durée de 10 ans.

L'opérateur français, qui exploite déjà le réseau de bus de la région de Stockholm, a remporté l'appel d'offres de la direction des transports de la région de Stockholm prévoyant la poursuite de l'exploitation de 41 lignes de bus dans le centre-ville de Stockholm et dans la ville limitrophe de Lidingö, pour une durée de dix ans. Le transport sur l'ensemble des lignes sera assuré par des bus électriques. A ce jour, les lignes existantes de la région transportent environ 219 000 passagers par jour. Le démarrage du contrat est prévu pour décembre 2026, après la décision attendue du tribunal administratif de Stockholm suite à l'examen de cette attribution. Le montant du contrat est évalué à 10 milliards de SEK (environ 1 Md€).

Un consortium suédois lance un centre d'IA avec NVIDIA.

Wallenberg Investments, SEB, AstraZeneca, Ericsson et Saab s'associent à NVIDIA pour construire un centre d'IA qui sera exploité par une société commune afin d'offrir un accès informatique sécurisé et souverain aux partenaires de l'industrie. A l'occasion d'une conférence de presse à Norrköping, le 24 mai 2025, le président de Wallenberg Investments AB, Marcus Wallenberg et le CEO de NVIDIA, Jensen Huang, ont annoncé le lancement de l'initiative. Equipé des systèmes *Grace Blackwell GB300* de dernière génération de NVIDIA, le centre d'IA de l'université de Linköping détiendra le supercalculateur le plus performant du pays et devrait être opérationnel en 2026. Le projet de supercalculateur servira à des applications stratégiques dans la santé, la défense, les télécoms et la finance, et offrira un accès sécurisé aux partenaires industriels. Il est piloté par Anders Ynnerman, le directeur du programme d'IA de la sphère Wallenberg (WASP). En parallèle, NVIDIA ouvrira un centre de recherche en IA à Stockholm pour soutenir la formation et l'innovation locales. Le montant de l'investissement serait de l'ordre de plusieurs dizaines de millions d'euros.

Baisse de 0,2% de la croissance du PIB au T1 2025 en glissement trimestriel.

Selon les statistiques publiées en mai par l'institut statistique suédois (SCB), le PIB suédois a diminué de 0,2% au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent. Cette contraction s'explique principalement, selon SCB, par la faiblesse des investissements privés. Ceci confirme la détérioration des indicateurs conjoncturels récents de confiance des entreprises, en particulier dans l'industrie manufacturière et les services. La croissance du PIB est de 0,9% en glissement annuel.

Les échanges commerciaux entre la France et la Suède ont atteint 3,5 Md€ au T1 2025.

Les exportations de biens de la Suède vers la France se sont élevées à 22 Md SEK (2 Md€) au T1 2025, soit 4,1 % des exportations totales du pays. Bien que la France reste le 9^{ème} partenaire commercial de la Suède, ces exportations ont baissé de 5 % par rapport à 2024. Les importations suédoises de biens en provenance de France ont atteint 16 Md SEK (1,5 Md€) au T1 2025, en baisse de 6 % par rapport à la même période en 2024. La France devient ainsi le 12^{ème} fournisseur de la Suède.

Les émissions suédoises de gaz à effet de serre ont augmenté de 5,8 % en 2024.

En 2024, les émissions de gaz à effet de serre de l'économie suédoise ont atteint 51,6 Mt CO_{2e}, soit une hausse de 2,8 Mt par rapport à l'année précédente, selon l'Office suédois des statistiques (SCB). Cette hausse provient principalement des secteurs de la construction (+31%) et des transports (+12%), ainsi que de la consommation privée (+12%). L'augmentation des émissions s'explique notamment par la réduction de l'incorporation de biocarburants: au 1^{er} janvier 2024, la part obligatoire de biocarburants dans le diesel est passée de 30,5 % à 6 %, et de 7,8 % à 6 % dans l'essence. Toutefois, les émissions ont reculé dans les secteurs de l'électricité, du gaz, du chauffage, de l'eau, de l'assainissement et des déchets (-4 %), ainsi que dans l'industrie manufacturière (-9 %).

Les actifs des fonds d'investissement diminuent de 5,9 %. A la fin du T1 2025, le total des actifs des fonds d'investissement suédois s'élevait à 7 753 Md SEK (710 Md€), soit une baisse d'environ 45 Md€ par rapport au trimestre précédent. Les investissements en actions des fonds d'investissement ont diminué de 9 %.

Besoins de recrutement dans le secteur de la santé et des services sociaux. Au premier trimestre 2025, le nombre total de postes vacants sur le marché du travail s'élevait à 151 200, soit 2,9 postes vacants pour 100 emplois, selon SCB. 45 % des employeurs signalent des difficultés de recrutement au cours des six derniers mois, notamment dans les secteurs de la santé, des services sociaux, de l'industrie manufacturière et de l'exploitation minière, ainsi que de l'information et de la communication.

Stratégie numérique 2025-2030. Le 28 mai 2025, le gouvernement suédois a présenté sa stratégie numérique 2025-2030. Elle vise à renforcer la compétitivité du pays en développant les compétences numériques, en soutenant la transformation digitale des entreprises et des services publics, et en garantissant le bien-être social ainsi qu'une connectivité fiable. La stratégie mise sur l'innovation, l'IA, l'inclusion numérique et la cybersécurité.

Volvo Cars annonce la suppression de 3 000 emplois. Dans un contexte de recul de près de 24 % du cours de l'action du constructeur automobile depuis le début de l'année, cette décision s'inscrit dans le cadre d'un plan d'économies de 18 Md SEK (1,6 Md€) précédemment annoncé par la société. Parmi les postes concernés, 1 200 sont des emplois permanents en Suède, 1 000 sont occupés par des consultants (principalement en Suède) et 800 sont répartis sur d'autres sites à l'international. La réduction des effectifs entraînera des coûts de restructuration pouvant atteindre 1,5 Md SEK (138 M€).

Northvolt fermera son usine de Skellefteå le 30 juin. Scania, son dernier client, cessera d'acheter ses batteries à la même date, entraînant l'arrêt complet de la production. Cette fermeture complique les perspectives de vente de l'entreprise. La ministre du Climat et des

Entreprises, Ebba Busch, a déclaré que le gouvernement était prêt à adopter davantage de mesures pour soutenir Northvolt, mais reste opposée à une prise de participation étatique.

Amazon a investi 700 M€ dans ses data centers en Suède en 2024.

Amazon Web Services avait inauguré trois data centers à Västerås, Eskilstuna et Katrineholm (situés à environ 100 km de la capitale) en 2018. L'entreprise a lancé des projets d'extension pour les data centers de ces trois sites, représentant un investissement de 700 M€ sur l'année 2024.

Le Conseil national du logement étudie un nouveau modèle pour « Sverigehus ».

Le Conseil national du logement, de la construction et de l'urbanisme enquête sur l'homologation de maisons individuelles suédoises « Sverigehus ». Plusieurs modèles devraient être développés afin de construire une maison dans le « style traditionnel suédois » sans permis de construire. Toutefois, la proposition ne sera faite qu'après les élections de 2026.

Grands projets de transport à Stockholm.

Le projet « Centralstaden » de reconstruction de la gare centrale de Stockholm se poursuit, pour un coût estimé à 40 Md SEK (3,7 Md€), et devrait être achevé dans 20 ans. L'initiative, qui vise à répondre à une hausse de 50 % du trafic ferroviaire d'ici 2045, est l'un des plus grands projets urbains de Suède. Parallèlement, la BEI a accordé un prêt supplémentaire de 4,5 Md SEK (413 M€) pour l'extension du métro de Stockholm, portant sa contribution totale à plus de 12 Md SEK (1,1 Md€). L'extension comprend 30 km de nouvelles voies et 18 stations supplémentaires à Stockholm, Nacka, Solna et Järfälla.

La Suède concentre un des plus grands nombres de milliardaires par habitant au monde.

Selon une enquête de Rockefeller International, la Suède possède l'une des plus fortes concentrations de milliardaires en dollars par million d'habitants, avec 45 milliardaires (soit plus de 4 par million d'habitants contre environ 2 par million d'habitants aux Etats-Unis). Les 45 milliardaires suédois possèdent une fortune équivalente à 31 % du PIB du pays.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	0,6	0	0,3	0,8	-0,2
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,7	1,3	1,2	1,6	-0,5
Finlande	1,5	-0,9	-0,1	0,4	0,1	0,3	-0,2	0,0
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,2	2	-1,8	-0,6	-0,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	0,4	0,3	0,5	-0,4	1,0
Islande	9	5,6	0,5	-1	1,5	-1,1	2,1	nc

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

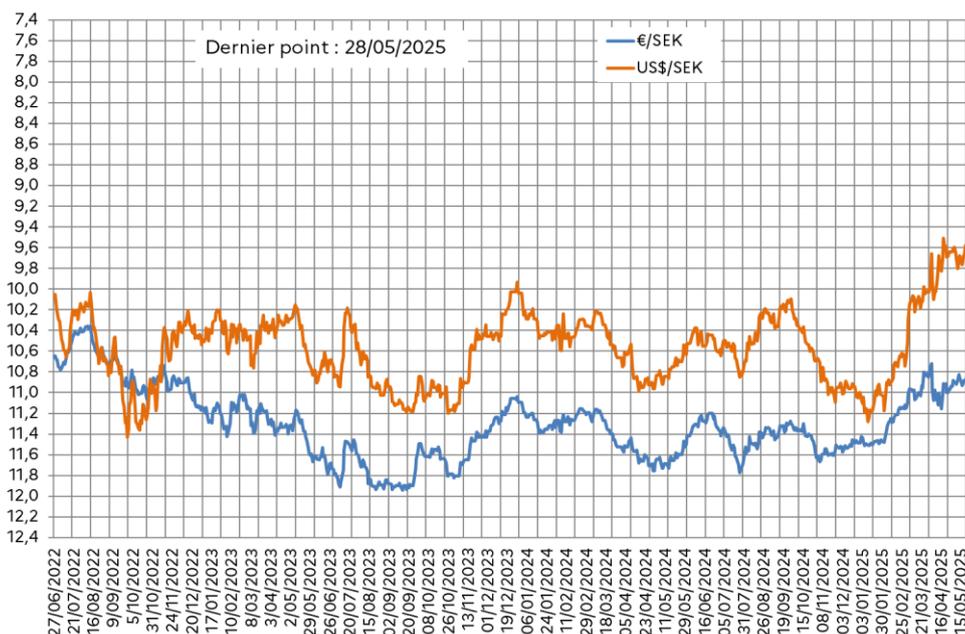
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9*
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

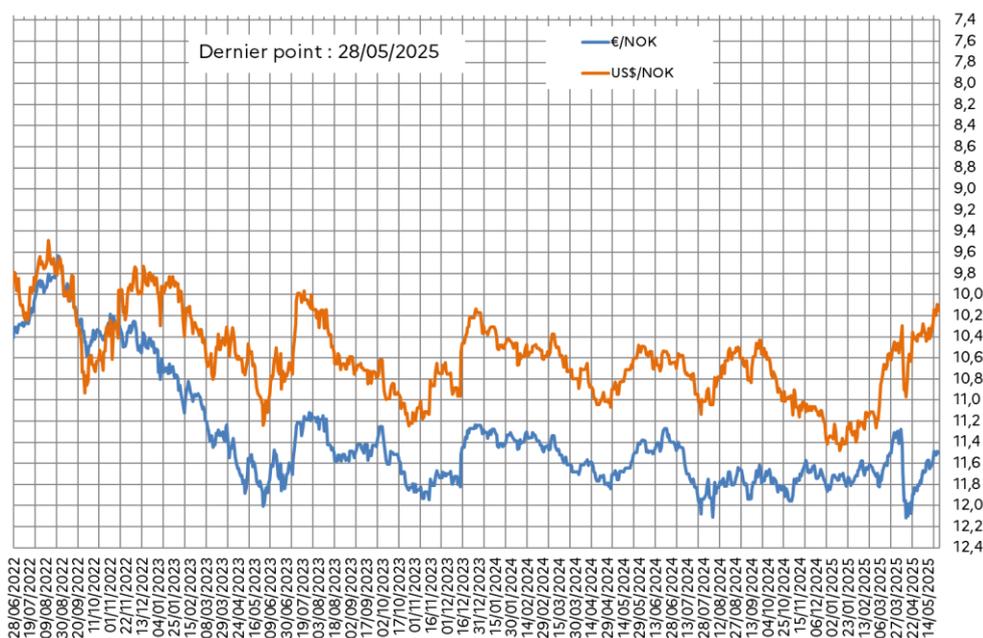
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.
*IPC à taux fixe de la Suède (en glissement annuel) au T1 2025 : 2,5

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr